

Let me return to point 3. Relations with the U.S.A.

There are strong pressures that make for an even closer economic relationship with the U.S.A. than that which at present exists. They are often attractive pressures. They are not all on the American side, and they are by no means all official and governmental. Business men, rather than bureaucrats, are often their authors and instigators; and these are not imperialist aggressors in any traditional sense of that word.

Our neighbours see Canada as a land of great untapped wealth and unexploited resources as an "underdeveloped" country which they wish to develop as part of a continental economy, to the benefit of both countries. After all, they reason, the Canadians haven't yet enough capital or human resources to make the most of their fabulous heritage, so we will help them to do it, and both countries will prosper in the process. It's a nice picture, when painted in those colours, but it could lead to a continental relationship closer than a great many Canadians are willing to accept.

To those Canadians, therefore, whose nationalism becomes stronger when there is the threat of losing it to the U.S.A., "Continentalism" is now a bad word. It was more attractive not so many years back when we were weaker, and our neighbour not yet a world embracing super-state. Today, many of us feel that it means absorption by that super-state, and that this would be a very bad thing when we think of some of the bad things we would have to absorb; even though we seem to be acquiring them anyway, if in small doses, and mostly of our own free will.

The fact remains that a major reason why we have grown economically in the way we have is because of U.S. funds flowing in for development. Without them we would have certainly developed more slowly. But we strive for fast growth. We want it because we will get from it a high material standard of living—U.S. type. Yet we don't want U.S. control of our individual or national life; nor *should* we. So we cast about for ways and means of securing the benefits while avoiding

Revenons au problème point, celui de nos relations avec les États-Unis.

De fortes pressions s'exercent sur nous pour nous obliger à entretenir avec les États-Unis des relations beaucoup plus étroites que celles qui existent actuellement. Ces pressions sont souvent intéressantes; elles ne viennent pas toutes des Américains et ne sont nullement toutes publiques et gouvernementales. Ce sont souvent les hommes d'affaires, et non les bureaucrates, qui les provoquent ou s'en font les initiateurs; on ne considère pour autant pas ces personnes-là comme des agresseurs impérialistes dans le sens traditionnel du terme.

Pour nos voisins, le Canada est un pays dont les richesses sont inutilisées et les ressources inexploitées; c'est un pays «sous-développé» qu'ils aimeraient développer pour l'inclure dans une économie à l'échelle du continent, dont les deux pays profiteraient également. Après tout, se disent les Américains, les Canadiens n'ont pas encore assez de capitaux ni de ressources humaines pour tirer le meilleur parti possible de l'héritage fabuleux qu'ils ont reçu en partage; alors nous allons les aider et les deux pays trouveront là le moyen d'assurer leur prospérité. Envisagée de façon aussi brillante, la perspective est alléchante, mais elle pourrait créer entre nos deux pays des liens continentaux plus étroits que ceux que la grande majorité des Canadiens est prête à accepter.

En conséquence, pour les Canadiens dont le nationalisme se fait plus exigeant quand est suspendue au-dessus d'eux la menace d'avoir à l'abandonner aux États-Unis, le «continentalisme» est maintenant un terme tabou. Il n'y a pas si longtemps de cela, lorsque notre faiblesse était plus marquée et que notre voisin n'était pas encore devenu cette super-puissance qui étend ses tentacules sur le monde entier, le mot nous semblait avoir une consonance assez agréable. Aujourd'hui, nombre d'entre nous ont l'impression qu'il signifie notre assimilation à cette super-puissance, avec toutes les conséquences que cela entraînerait, si l'on songe à tout ce que nous aurions de mauvais à assimiler; bien que nous le faisons quand même, semble-t-il, quand ce ne serait qu'à petites doses, et de plein gré, la plupart du temps.

On ne peut nier cependant que la principale raison pour laquelle notre croissance économique a été aussi rapide vient de la quantité de fonds américains qui s'est déversée chez nous pour faciliter notre développement. Sans ces capitaux, notre croissance aurait certainement été moins rapide. Mais nous recherchons la rapidité. C'est elle qui nous permettra d'atteindre un haut niveau de vie matériel, de type américain. Cependant, nous refusons que les États-Unis aient la main-